

Atelier du Forum China-Europa S33a - Crise financière : quelle coopération entre acteurs financiers chinois et européens ?

Comme on disait dans la Rome antique : « la roche Tarpéienne est proche du Capitole : la chute peut suivre de près le triomphe ».

C'est à peu près ce qui est arrivé aux institutions financières internationales. Il y a encore deux ou trois ans, en Occident, l'internationalisation des institutions financières, la régulation bancaire internationale largement fondée sur l'auto régulation et l'inventivité en matière de techniques financières étaient créditées de la croissance apparemment indéfinie de la richesse mondiale accompagnée d'une faible inflation.

Personne ne se scandalisait, dans ces conditions, vraiment des rémunérations très élevées des dirigeants des institutions financières et des spécialistes de la gestion spéculative des portefeuilles. Pourtant, dans un pays comme les États-Unis les profits du secteur financier, qui représentaient autrefois globalement 15 % du total, étaient ces dernières années montés à 30 %, représentant une ponction considérable sur l'économie réelle.

Le système financier chinois, plus contrôlé, était considéré comme en retard et appelé à rejoindre le modèle du système financier international. Les fonds spéculatifs sur les matières premières avaient été multipliés par 20 en dix ans. Le système financier international avait mission de placer et gérer les 15.000 milliards de dollars que représente l'épargne mondiale en vue des retraites. Des outils de plus en plus sophistiqués avaient été inventés pour répartir et morceler les risques inhérents notamment à la fluctuation des monnaies et du prix des matières premières.

Dans ces conditions, les grands établissements financiers proclamaient la supériorité de l'auto régulation des grandes banques entre elles, dont les vertus reposaient sur le sens des responsabilités des dirigeants.

Dans ce vaste mouvement, les relations concrètes entre prêteurs et emprunteurs, qui dans le passé permettaient d'évaluer les risques, étaient remplacées par des myriades de transactions abstraites où le risque se trouvait dilué et où c'est la possibilité théorique de se retirer à tout moment des marchés financiers qui permettait de limiter les risques.

Un certain nombre de crises financières, dans les années 80 et dans les années 90 avaient secoué le système mais avaient toujours été considérées par les puissances financières dominantes comme des moyens d'assainir le marché et de revenir à des équilibres plus sains, en sous-estimant les conséquences sociales de ces crises, notamment en Asie, à la fin des années 90.

Tout cet édifice intellectuel et institutionnel s'étant effondré en 2007 et 2008 avec la crise des subprimes, l'adage selon lequel les très grands établissements financiers étaient « trop gros pour

faire faillite » s'est trouvé démenti par la faillite de Lehman Brothers. Il a fallu des interventions publiques sans précédent dans l'histoire pour empêcher les faillites en chaîne des établissements financiers, certaines recapitalisations s'apparentant à une nationalisation, au moins provisoire, des établissements financiers.

L'opinion, invitée à sauver des dirigeants et des institutions jugés très bien payés par une augmentation brutale de la dette publique qui sera payée par tous, a été scandalisée de découvrir l'irresponsabilité de dirigeants financiers qui détenaient dans leur bilan des actifs dont ils ignoraient la consistance exacte et les risques qu'ils recelaient. Le scandale Madoff a montré en outre que de très grands établissements financiers pouvaient être victimes d'une escroquerie à très grande échelle et de nature très classique, aussi naïvement que le premier épargnant.

Par un retournement de l'histoire, ce sont les établissements bancaires mieux contrôlés, à gestion plus classique, ayant refusé de s'embarquer massivement dans les nouvelles techniques bancaires hasardeuses qui ont, tout naturellement, le mieux tiré leur épingle du jeu.

C'est en particulier le cas des banques chinoises. Aucune d'entre elles ne figurait il y a dix ans parmi les dix plus grandes banques du monde. Quatre sur dix sont désormais chinoises. A l'exception du Royaume Uni, de la Suisse et de l'Islande, les établissements financiers européens ont eux aussi plutôt mieux tiré leur épingle du jeu que les établissements américains.

Mais, selon la Banque Mondiale, 1 000 milliards de dollars d'actifs toxiques ont déjà été provisionnés par les banques et il reste encore 1 800 milliards de dollars à provisionner, ce qui laisse à penser que les bilans des banques sont encore aujourd'hui artificiellement embellis pour éviter une crise de confiance généralisée à l'égard du système.

L'effondrement du système financier en 2007 – 2010 a été unique à un double titre : il est parti de New-York, du cœur du système financier mondial ; il a affecté la confiance que les grands établissements financiers se faisaient les uns aux autres, ce qui était le cœur du dispositif. Le passage de la prise inconsidérée et non évaluée du risque à une aversion brutale au risque a provoqué à son tour la contraction de l'économie.

La crise a donné naissance à une concertation mondiale sans précédent avec la création du G20 et ses deux rencontres de New-York, en novembre, et de Londres, en avril 2009. Les décisions du G20 traduisent, outre la volonté d'une relance concertée des économies par l'endettement public manifestée par l'ensemble des participants, la volonté de mieux réguler dans l'avenir le système financier, de décourager la prise de risque excessive, d'encadrer la rémunération des acteurs de la finance, de sanctionner les paradis fiscaux.

Le 28 avril 2009
Pierre Calame